

Huit Femmes Haïtiennes : Regards Croisés (6) - Colette Lespinasse

mercredi 15 janvier 2020, par [LESPINASSE Colette](#), [THOMAS Frédéric](#) (Date de rédaction antérieure : 6 janvier 2020).

« CE SONT, DANS LEUR MAJORITÉ, LES FEMMES QUI PORTENT CE MOUVEMENT SUR LEUR DOS »

Entretien [1] avec Colette Lespinasse, militante des droits humains, représentante de la Coordination Europe-Haïti [2] en Haïti, et ex-coordonnatrice du Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (Garr).



Où en est-on aujourd'hui en Haïti ? Pouvez-vous faire un bilan de ces dernières semaines d'intense lutte ?

Depuis début septembre, soit depuis bientôt trois mois, on a vécu un *pays locked* [pays bloqué] [3], accompagné, presque tous les jours de mobilisations, qui ont pris diverses formes (marches, barricades, etc.). Il y a depuis quelques jours une sorte d'accalmie. Mais la lutte a atteint un tel niveau qu'elle ne va pas s'arrêter car les conditions de vie, des couches les plus pauvres principalement, se sont tellement détériorées, et on ne voit pas comment ce président, totalement décrédibilisé, pourrait satisfaire les revendications. D'autant plus que ces revendications se sont faites plus précises, plus profondes, et que ce n'est pas en faisant des cadeaux et du saupoudrage que Jovenel Moïse pourra y répondre.

Les gens sont en train de voir que la pauvreté dans laquelle la grande majorité vit est la conséquence de la mauvaise gouvernance, de choix politiques qui vont à l'encontre des besoins de la population. Et ils réclament un changement, une rupture avec ces politiques. Ils veulent que les ressources disponibles répondent aux besoins, et que tout soit orienté vers cette population, et non vers un petit groupe riche, et qui continue à s'enrichir ! C'est une lutte pour la justice sociale. Or, il est impossible de satisfaire ces revendications s'il n'y a pas une rupture, s'il n'y a pas un changement de direction et si on ne change pas l'État.

Il y a eu tout dernièrement, facilité par les organisations de la société civile, une

convergence de divers partis de l'opposition, qui ont signé un accord le dimanche 10 novembre 2019 [4]. Quelle analyse en faites-vous ?

Je suis encore sceptique par rapport à cette initiative, bien qu'il y ait quelque chose de positif dans le fait que ces groupes politiques - sans Fanmi Lavalas cependant - parlent d'une seule voix. Mais, en même temps, quand je vois tout l'effort qui a été fait pour arriver à cette entente minimale... Est-ce qu'ils avaient besoin d'autant de temps et de la société civile pour ça ? Ils ne pouvaient pas s'accorder entre eux pour si peu ? Et ils ont encore pris une semaine pour mettre en place un comité. Et le choix d'un président intérimaire choisi parmi les juges de la Cour de cassation risque de prendre encore beaucoup de temps... Comme le disait une journaliste : « ces gens-là agissent comme s'ils avaient l'éternité devant eux, mais il y a un peuple dans la rue qui souffre et qui veut voir le changement ». On attend de voir. À mon avis, on n'a pas vraiment avancé depuis cet accord.

Mais le plus important pour moi, c'est l'orientation qui sera donnée une fois le président parti ? Sur ce point, on n'est pas encore tout à fait clair. Et ça, c'est quelque chose qui manque énormément dans le débat. Comment voyons-nous ce changement, cette perspective nouvelle tant réclamée ? Cela n'est pas du tout explicite, et moi, c'est cela que je veux entendre. Va-t-on vers une rupture et de nouveaux horizons, ou va-t-on juste changer quelqu'un pour en mettre un nouveau, et rester dans le même système ?

Le problème de leadership se pose à ce niveau. Ce mouvement manque de leadership, et, à ce jour, il n'a pas encore pu dégager un leadership fort, avec une personnalité crédible, qui porte un projet, avec lequel les gens peuvent se reconnaître. Cette rupture n'est pas encore présente. Et moi, je suis très critique par rapport à la représentation. Les groupes politiques continuent à être représentés uniquement par des hommes. Par exemple, sur la photo de l'accord du 10 novembre, il n'y a pas de femmes !

Quelle est d'ailleurs la place des femmes dans cette lutte ?

Les femmes jouent un rôle important, non seulement dans l'économie du pays, dans la survie, y compris pendant cette période de mobilisation. À mon avis, ce sont, dans leur majorité, les femmes qui portent ce mouvement sur leur dos, même si elles n'apparaissent pas devant la scène, dans les médias. Par exemple, alors que les gens sont dans la rue ou sur les barricades, beaucoup de femmes continuent à suer pour donner à manger, pour donner de l'énergie aux militants, afin de leur permettre de tenir. Malheureusement, celles qui participent aux marches restent très marginalisées, peu entendues. C'est pourquoi je dis que je ne vois pas encore le changement, la rupture. Les discours, les actions, la représentation doivent être travaillés, nettoyés, pour qu'ils rendent visibles la contribution de tout le monde, et ouvrent cette nouvelle perspective à laquelle nous aspirons.

On parle de crise et de combat sans précédent. Jusqu'à quel point est-ce la réalité ou la lutte actuelle a-t-elle des résonances avec des combats passés ?

Il y a eu des luttes similaires dans le passé d'Haïti. Les paysans ont pris les armes pour récupérer les terres. Avant l'instauration puis la chute de Duvalier, on a eu de très grandes mobilisations, surtout de jeunes. Ces luttes n'ont malheureusement pas abouti à un changement véritable. La plupart ont été réprimées. Et moi, quand je regarde les dernières initiatives du président, j'ai l'impression que l'État dictatorial est en train de reprendre forme actuellement. Il y a beaucoup de répression sous différentes formes.

Mais ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est la participation en masse de jeunes issus des quartiers populaires ; quartiers qui se sont formés à Port-au-Prince et autour des grandes villes pendant la dictature. Moi, je les ai vus naître, je les ai vus grandir ces quartiers. Et ces quartiers ont des

revendications. Ce qui est aussi nouveau, c'est la quantité d'armes qui circulent. Des gens armés, des gangs participent aux mobilisations, mais sans vision claire. Certains tournent parfois leurs armes contre les quartiers même où ils vivent. Sans compter le risque d'être manipulés par les dealers et hommes politiques qui veulent contrôler ces quartiers.

La nouveauté pour moi, elle est surtout là : les quartiers entrent en scène et participent massivement à la mobilisation. Au-devant de la scène, on trouve beaucoup de jeunes, y compris des étudiants qui viennent de ces quartiers, et qui souffrent de la faim, du manque de services, de l'absence de gouvernance.

Suite au séisme du 12 janvier 2010, on a parlé de refondation. La lutte actuelle et la revendication d'une transition sont-elles la reprise de ce concept qui a échoué après le tremblement de terre ?

Il y a des groupes, auxquels je participe, qui réfléchissent dans cette direction, en voulant commémorer le dixième anniversaire du séisme autour d'une volonté de renaissance. Et de lutter contre le traumatisme du tremblement de terre, mais aussi d'une série de phénomènes naturels, comme les cyclones, transformés en catastrophes, au cours des trente dernières années. On veut projeter cette idée d'Haïti nouvelle, de ce que pourrait être ce changement de système dont on parle tant.

Les gens sont dans la rue, manifestent pour le changement, mais ils n'ont pas encore vraiment donné forme à ce changement. Ils disent ce qu'ils ne veulent pas. Mais que voulez-vous ? Comment le voulons-nous ? Ça, on ne l'a pas encore dit, et nous pensons qu'il faut travailler cette partie. On sait déjà très bien tout ce qu'on ne veut pas. Il y a eu tellement d'études faites sur les problèmes d'Haïti. Mais qu'est-ce que nous voulons, comment voulons-nous vivre dans ce pays, comment voulons-nous ce bien-être qu'on cherche ? Ce projet de commémoration dont je te parle entend donc commencer à donner forme à ce rêve et à ce changement pour une nouvelle Haïti.

Frédéric Thomas
Colette Lespinasse

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Cetri

<https://www.cetri.be/Huit-femmes-haitiennes-regards-5155>

Notes

[1] Entretien réalisé à Port-au-Prince le dimanche 24 novembre 2019.

[2] Co-EH - <http://coeh.eu/about-us/?lang=fr>

[3] Mouvement social qui entend verrouiller le pays, en paralysant la circulation et toute l'activité économique. Il a été mis en œuvre pendant onze jours en février 2019, puis à nouveau, pendant plus de deux mois, de septembre à début novembre 2019.

[4] AlterPresse, « Haïti-Crise : Entente politique pour le choix d'un juge à la Cour de Cassation, devant remplacer Jovenel Moïse », lundi 11 novembre 2019, <https://www.alterpresse.org/spip.php?article24944>. Cet accord a été facilité par le groupe « Passerelle » de la société civile, qui est le fruit d'une « Déclaration de sauvetage national » signée par une centaine d'organisations. Alterpresse, « Haïti-Crise : Une centaine d'organisations de la société civile lancent un appel en faveur du « sauvetage national », samedi 12 octobre 2019, <https://www.alterpresse.org/spip.php?article24837>.